



Comité européen  
des régions



Rapport annuel de l'Union européenne  
sur l'état des régions et des villes

## Fiche d'information 2023



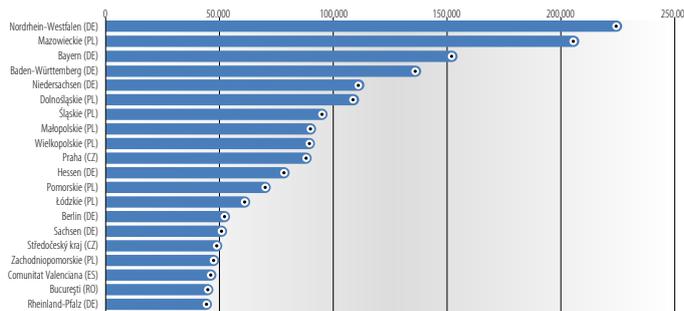
#SOTEULocal

# Chapitre 1

## Les régions et les villes, gestionnaires de crises

Les régions et les villes de l'UE sont essentielles à la réussite de l'accueil et de l'intégration des Ukrainiens déplacés.

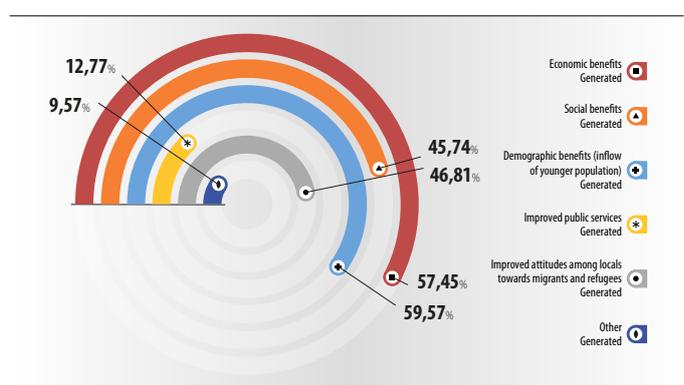
Nombre d'Ukrainiens enregistrés activement pour une protection temporaire.



L'afflux de personnes déplacées provoqué par la guerre d'agression totale menée par la Russie contre l'Ukraine depuis février 2022 est le plus important auquel l'Union européenne a été confrontée. Les Ukrainiens déplacés sont principalement des femmes et des enfants. Grâce à la première utilisation par l'UE de la directive relative à la protection temporaire, ils se sont vu garantir le droit de séjourner, d'accéder au logement, aux soins de santé et à l'éducation et de rechercher un emploi. Les Ukrainiens déplacés se sont installés dans toute l'UE — environ la moitié des régions et des villes de l'Union déclarent accueillir des réfugiés ukrainiens —, mais ils ont opté principalement pour de grands centres urbains. Plus de 3,5 millions d'Ukrainiens se trouvent en Allemagne, en Tchéquie et en Pologne; certains pays, notamment l'Estonie, ont reçu un nombre particulièrement élevé de réfugiés par rapport à la population d'accueil. Les dix régions de l'UE accueillant le plus grand nombre de réfugiés sont situées en Pologne (5), en Allemagne (4) et en Tchéquie (région de Prague). Avec plus de 220 000 réfugiés, la Rhénanie-du-Nord-Westphalie (DE) est la région de l'UE accueillant le plus de réfugiés

ukrainiens, suivie par la Mazovie (PL), avec un peu plus de 200 000. Les régions et les villes ont fourni un soutien sur mesure en matière d'éducation et d'autres services d'intégration, en particulier aux femmes. La majorité des régions et des villes (60 %) voient des avantages évidents — notamment en termes de démographie, de comportements et d'économie — à l'accueil de réfugiés sur leurs territoires. La solidarité démontrée à l'égard des Ukrainiens déplacés a contribué à cette attitude positive.

Selon vous, quels avantages présentent l'arrivée et le séjour de réfugiés dans des villes de petite et moyenne taille? Cochez toutes les réponses valables.



Source: enquête menée par le CdR en partenariat avec l'OCDE et Eurochambres. Les résultats ont été présentés lors de la réunion de la commission Civex du 18 avril 2023 et lors de l'atelier de la Semaine européenne des régions

ukrainiens, suivie par la Mazovie (PL), avec un peu plus de 200 000. Les régions et les villes ont fourni un soutien sur mesure en matière d'éducation et d'autres services d'intégration, en particulier aux femmes. La majorité des régions et des villes (60 %) voient des avantages évidents — notamment en termes de démographie, de comportements et d'économie — à l'accueil de réfugiés sur leurs territoires. La solidarité démontrée à l'égard des Ukrainiens déplacés a contribué à cette attitude positive.

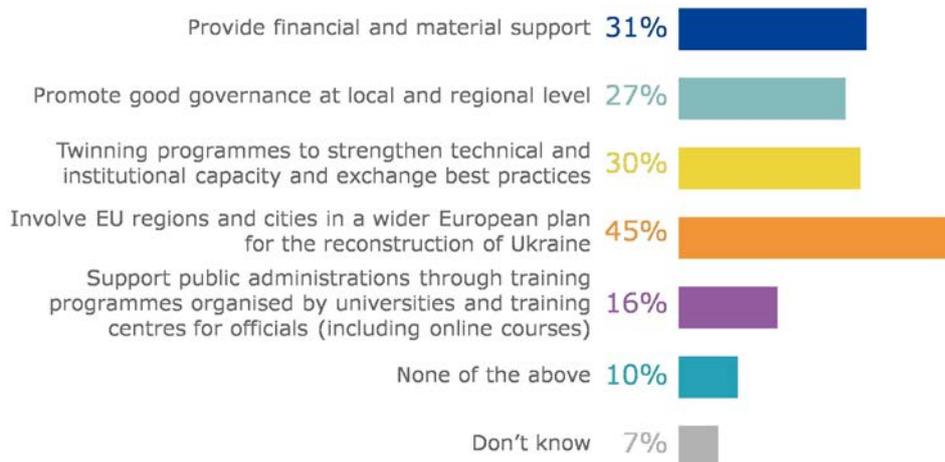


### Un exemple de réussite | Une pause loin de la guerre — des vacances d'été pour les enfants ukrainiens.

**Des vacances d'été pour les enfants ukrainiens** ont permis à nombre d'entre eux de bénéficier de programmes estivaux pour la jeunesse dans diverses villes et régions, telles que Nîmes (France), Athènes (Grèce), Rome (Italie), Tampere (Finlande), Gdańsk (Pologne), Portimão (Portugal), Preiļi (Lettonie), Grande-Pologne (Pologne), Lublin (Pologne), Maramureș (Roumanie), Basses-Carpates (Pologne), Poméranie (Pologne), Bavière (Allemagne) Łódź (Pologne), Miskolc ou Sátoraljaújhely (Hongrie).

## Ukraine: les plans et les principes étant en place, il est temps de commencer à reconstruire. 83 % des collectivités locales sont prêtes à participer. L'action du CdR contribue à combler les lacunes dans la coopération infranationale.

Quatre villes et régions de l'UE sur cinq (83 %) estiment qu'elles peuvent contribuer à la reconstruction de l'Ukraine d'une manière ou d'une autre, par l'intermédiaire du plan européen plus large visant à soutenir le redressement de l'Ukraine au moyen d'une aide matérielle et financière, de programmes de jumelage ou de l'échange de bonnes pratiques. Nombre d'entre elles prennent déjà des mesures: le nombre de partenariats bilatéraux entre l'UE et les villes et régions d'Ukraine a augmenté. Toutefois, plus de la moitié des petites villes ukrainiennes n'ont toujours pas de partenaire officiel dans l'UE. L'Alliance des villes et des régions pour la reconstruction de l'Ukraine, créée en juin 2022 par le CdR et de nombreux partenaires, contribue à combler les lacunes de la coopération infranationale. La double nécessité pour l'Ukraine de se reconstruire et de se préparer à l'adhésion à l'UE signifie que la demande d'expertise matérielle, financière, technique et politique va augmenter. Le projet «Pacte des maires de l'Est», qui est financé par l'UE et qui vise à soutenir la transition écologique dans les pays du partenariat oriental, montre le potentiel de l'action infranationale: 198 municipalités ukrainiennes y ont adhéré, et 158 ont élaboré des plans d'action locaux.



Selon vous, comment votre région ou votre ville peut-elle contribuer à la reconstruction de l'Ukraine? [Vous pouvez donner plusieurs réponses] (% mentionné, EU-27)

Source: Baromètre régional et local 2023



**Un exemple de réussite** | Une alliance européenne des villes et des régions pour la reconstruction: une initiative du CdR visant à coordonner l'aide et à soutenir les régions et les villes ukrainiennes.

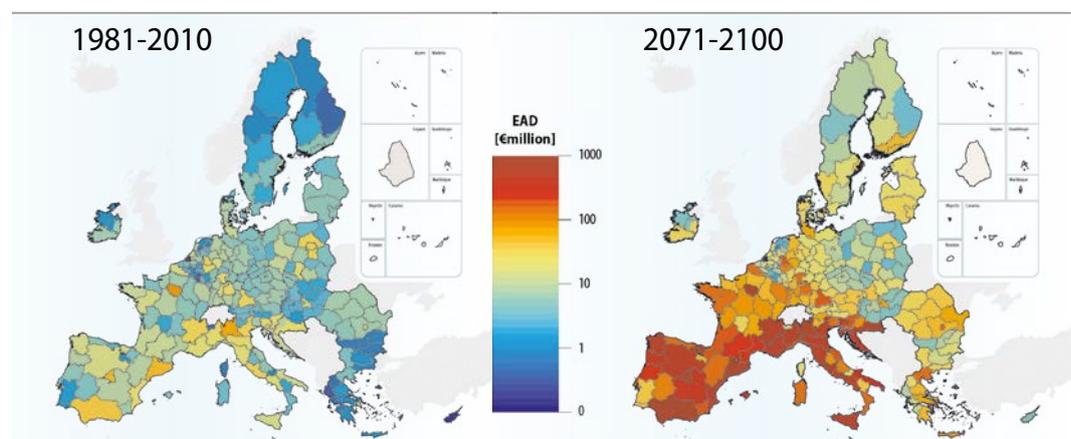
L'Alliance européenne des villes et régions pour la reconstruction de l'Ukraine a fourni une plateforme pour coordonner les efforts d'aide et exprimer un soutien politique et symbolique fort des régions et des villes de l'UE à leurs homologues ukrainiens.

## Les catastrophes climatiques ont une incidence de plus en plus inégale sur les régions européennes, mais la grande majorité des responsables politiques locaux se plaignent de l'absence de mécanismes de financement spécifiques pour relever les défis liés à l'adaptation au changement climatique.

Les vagues de chaleur, les sécheresses, les crues soudaines et les incendies de forêt ont dévasté de nombreuses régions d'Europe cet été. Ces phénomènes pèsent de plus en plus sur les populations et les économies locales. Selon les estimations, 40 milliards d'EUR par an d'investissements en faveur de l'adaptation au changement climatique sont nécessaires pour s'adapter à l'élévation de la température mondiale de 1,5 °C. Compte tenu de l'augmentation des catastrophes liées au climat, la productivité et la viabilité des activités économiques locales et régionales sont menacées. Les régions et les villes jouent un rôle fondamental s'agissant des mesures d'adaptation contre le changement climatique, mais il existe un réel déficit de financement de l'adaptation, 75 % des responsables politiques régionaux et locaux affirmant souffrir de l'absence de mécanismes de financement spécifiques pour relever les défis liés à l'adaptation au changement climatique. Les régions ayant un taux d'emploi élevé dans les secteurs de l'agriculture ou de la construction sont particulièrement touchées, en particulier par des vagues de chaleur plus longues et plus intenses. Par exemple, les vagues de chaleur d'été de 2023 ont coûté aux territoires espagnols l'équivalent de 1 % du PIB, après que l'agriculture ait souffert de sécheresses prolongées. La hausse de la température mondiale entraîne également des perturbations considérables pour l'industrie touristique locale.

Domages annuels attendus causés aux infrastructures critiques des régions européennes par le changement climatique d'ici la fin du siècle (en millions d'EUR)

Source: Commission européenne

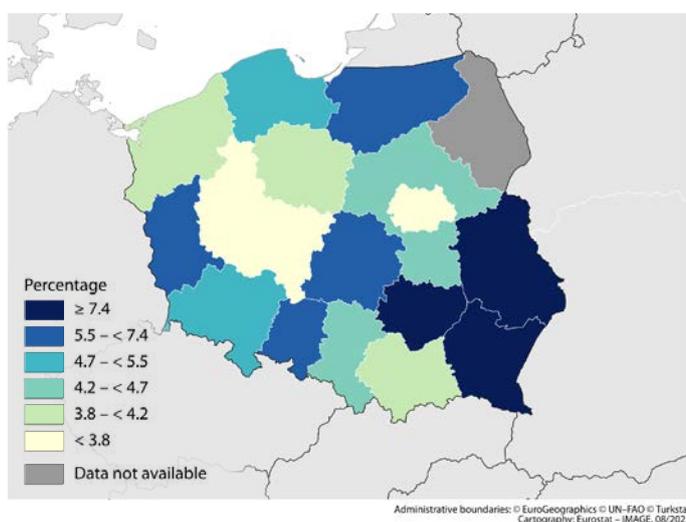


### Un exemple de réussite | Reconstruction résiliente et soutien social en Wallonie.

En réponse aux inondations catastrophiques de 2021, le gouvernement régional wallon développe son plan directeur de la Vallée de la Vesdre et des programmes de voisinage durable visant à reconstruire la zone de manière responsable et durable. 40 millions d'EUR seront investis dans de nouveaux logements publics pour les municipalités les plus touchées. En outre, le gouvernement wallon s'est engagé à verser 1,03 milliard d'EUR pour couvrir pleinement les citoyens touchés par les inondations.

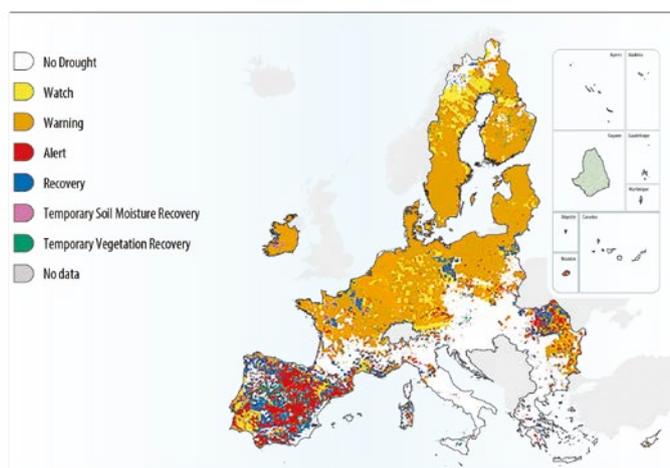
## La sécheresse, les inondations et l'invasion de l'Ukraine aggravent la crise alimentaire.

L'année dernière, la résilience du système alimentaire est devenue un sujet d'actualité, à la suite de la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine. Aujourd'hui, plus de 32,5 millions d'Européens ne peuvent se permettre un repas adéquat qu'un jour sur deux. L'échelle va de 0,4 % de la population chypriote à pas moins de 22,4 % en Bulgarie. Dans la moitié des régions polonaises, au moins 4,7 % des habitants n'ont pas les moyens de se procurer de la viande, du poulet ou du poisson qu'un jour sur deux. En outre, les sols desséchés, les fortes pluies et les sécheresses touchent un large éventail de cultures et menacent de faire augmenter les prix des denrées alimentaires dans de nombreux pays de l'UE. Par exemple, l'Espagne (-16 %) et l'Italie (-20 %) font état d'une nette baisse de leurs récoltes d'oranges. Pourtant, les villes et les régions de l'UE sont amenées à faire face aux chocs provoqués par la crise alimentaire, à réduire au minimum ses effets grâce à des solutions innovantes et à mieux se préparer pour le prochain cycle.



Impossibilité de s'offrir un repas avec viande, poulet ou poisson au moins un jour sur deux en Pologne (niveau NUTS 2)

Source: compilation du CdR sur la base de données de l'Office central de statistiques de Pologne



Indicateur de sécheresse

Source: compilation du CdR basée sur le rapport du Centre commun de recherche relatif à la sécheresse en Europe, juin 2023



### Un exemple de réussite | Préparation aux sécheresses, Plan catalan de gestion de l'eau 2022-2027.

Conscient de l'impact dévastateur des sécheresses sur l'agriculture régionale, le gouvernement de Catalogne (Espagne) a approuvé en mai 2023 son plan de gestion de l'eau pour la période 2022-2027, qui prévoit des investissements d'une valeur de 2,4 milliards d'EUR pour «préparer la région à des sécheresses qui deviendront de plus en plus fréquentes et plus graves» (les précipitations devraient diminuer de 18 % au cours des prochaines décennies).

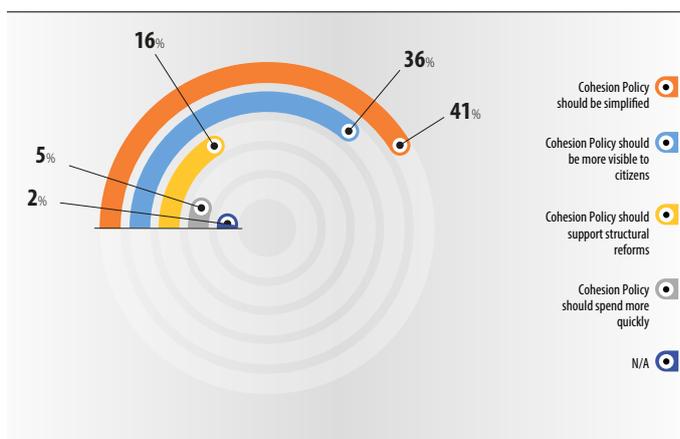
# Chapitre 2

## Les régions et les villes, actrices du développement durable

Il convient d'accroître la visibilité de la politique de cohésion, étant donné que 33 % des collectivités régionales et locales ignorent les possibilités de financement qu'elle offre ou n'en tirent pas compte.

Quelle serait la réforme la plus importante à apporter à la politique de cohésion?

Source: CdR.



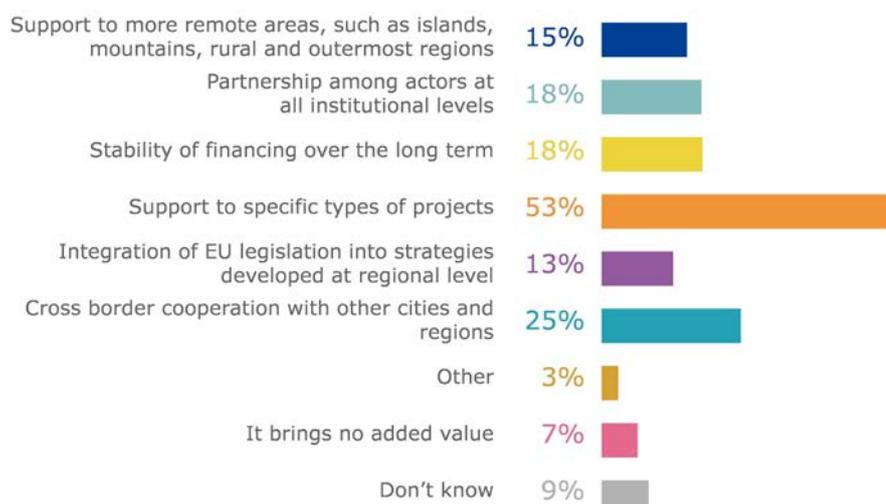
Malgré l'incidence positive de la politique de cohésion sur les économies de l'UE au cours des 25 dernières années (chaque euro dépensé devrait générer 2,8 EUR de PIB supplémentaire), les disparités régionales restent élevées et, dans certains cas, augmentent même. Cette situation constitue une menace sérieuse pour nos sociétés, car les territoires qui se sentent laissés pour compte sont confrontés à un mécontentement à long terme. Une enquête du CdR fait apparaître que, pour les régions et les villes de l'UE, la simplification (41 %) et l'amélioration de la visibilité (36 %) sont les principales améliorations à apporter à la politique de cohésion.

Le baromètre régional et local confirme le manque actuel de visibilité et de participation des dirigeants locaux aux financements de l'UE; 33 % des représentants locaux et régionaux de l'UE déclarent ne pas connaître les possibilités de financement de la politique de cohésion de l'UE ou ne pas en tirer parti. Les régions et les villes confirment que la politique de cohésion apporte une valeur ajoutée à leur ville ou région, en soutenant des types spécifiques de projets (53 %) et la coopération transfrontalière (25 %), mais aussi en garantissant des partenariats entre les acteurs à tous les niveaux institutionnels (18 %). Le CdR, notamment par l'intermédiaire de son Alliance pour la cohésion, montre la voie à suivre pour proposer une réforme de la politique de cohésion qui peut venir en aide à tous les territoires et à tous les citoyens de l'UE.

Le financement de la politique de cohésion apporte-t-il une valeur ajoutée à votre ville ou région par rapport à d'autres sources de financement (nationales ou régionales)? Si oui, sous quelle forme? [vous pouvez donner plusieurs réponses] (% mentionné, EU-27)

Source: Baromètre régional et local 2023

Base: répondants ayant connaissance du financement de la politique de cohésion (n = 1 631)

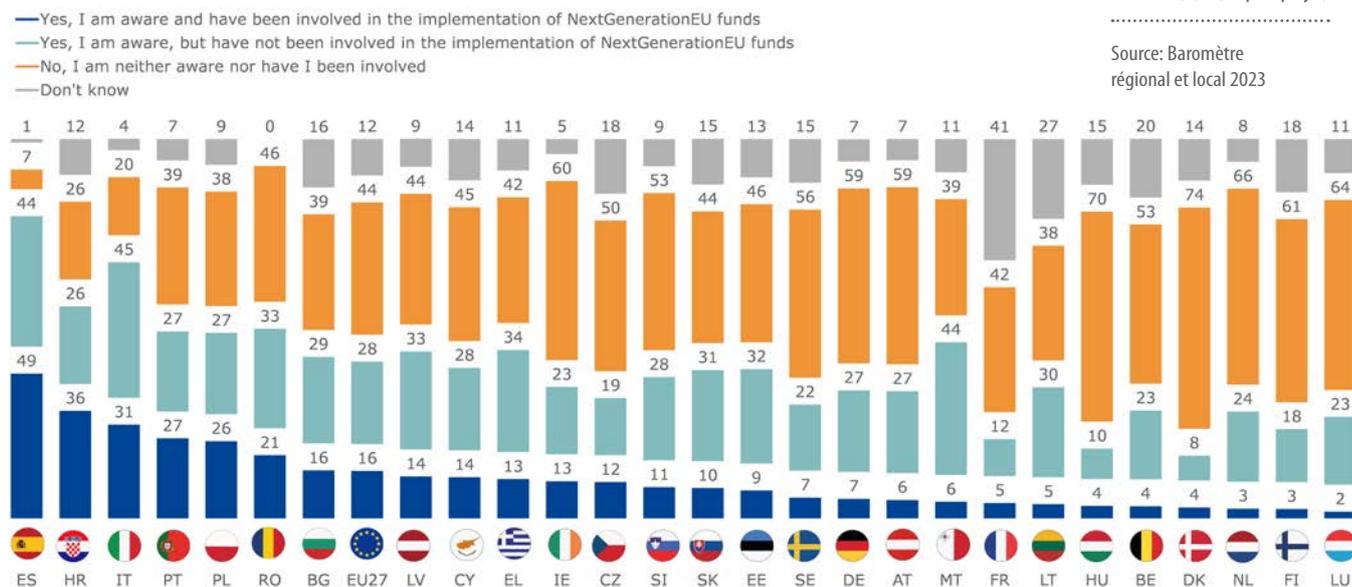


## NextGenerationEU reste territorialement «aveugle»: plus de 70 % des responsables politiques locaux n'ont pas été associés à sa mise en œuvre.

Malgré les efforts considérables souvent requis par les administrations publiques pour veiller à ce que les fonds de l'UE soient dépensés efficacement et là où ils sont le plus nécessaires, le rôle des régions et des villes n'a pas été dûment reconnu dans la conception de la facilité pour la reprise et la résilience (FRR), pierre angulaire du plan de relance NextGenerationEU. Les données collectées en 2021 et 2022 par le CdR sont confirmées par le nouveau baromètre régional et local: plus de 70 % des répondants ont déclaré ne pas avoir participé à la mise en œuvre de la FRR. Cet outil semble donc être territorialement «aveugle». Le fait de laisser les collectivités locales et régionales proposer les domaines de financement les plus appropriés est le moyen le plus efficace de veiller à ce que les fonds soient utilisés au mieux. Permettre aux États membres de décider d'associer ou non les autorités infranationales à la conception des programmes compromet le succès potentiel de ceux-ci. La mise en œuvre de la FRR a également eu une incidence directe sur le début de la période actuelle de programmation de la politique de cohésion 2021-27, entraînant des retards importants. Les États membres et la Commission doivent prendre les mesures nécessaires pour transformer le discours centralisé actuel en une approche de mise en œuvre à plusieurs niveaux de la FRR, en mettant en place des plateformes multi-niveaux, des sessions d'information et des manifestations sur une base structurelle et en collaboration avec les villes et les régions.

Avez-vous connaissance d'un financement de l'UE issu de NextGenerationEU reçu par votre ville ou votre région au cours des deux dernières années et y avez-vous été associé(e)? (% par pays)

Source: Baromètre régional et local 2023

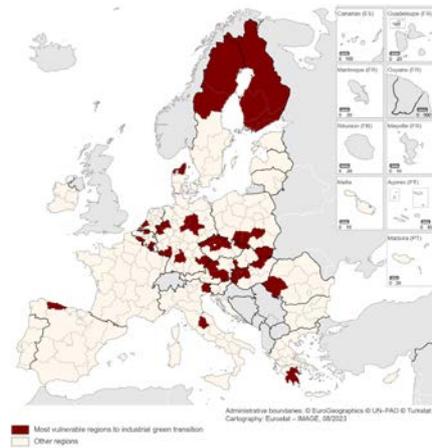


**Un exemple de réussite** | Les municipalités italiennes ont déjà engagé 90 % des 40 milliards d'EUR qui leur ont été attribués pour la mise en œuvre de la FRR.

Selon le président de l'Association nationale des communes italiennes (ANCI), Antonio Decaro, les municipalités italiennes sont très actives dans la mise en œuvre des plans nationaux pour la reprise et la résilience. Les municipalités se sont vu attribuer 40 milliards sur un total de 191,5 milliards d'EUR et ont déjà engagé 90 % de ces fonds, soit le double du taux moyen d'engagement des fonds alloués à d'autres entités.

# Les transitions numérique et écologique restent des défis majeurs pour les régions et les villes de l'UE, tandis les vulnérabilités et les risques de cyberattaques appellent davantage d'investissements et de préparation.

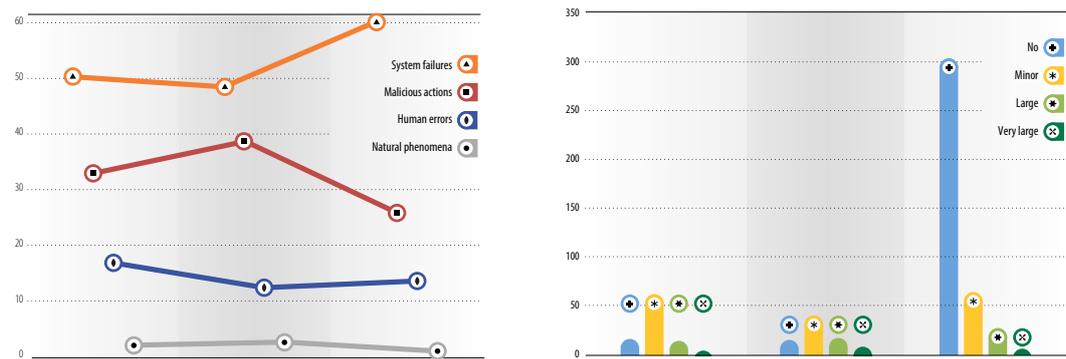
La transition numérique et écologique augmente à la fois les coûts et les risques et pose des défis existentiels à de nombreuses régions et villes européennes. Leur manque relatif d'expertise et d'infrastructures les expose particulièrement au risque de cyberattaques. Ce risque suscite encore plus de défis à relever, les cyberattaques étant susceptibles de cibler au premier chef des services clés tels que la mobilité ou la santé. Quelque 97 % des régions et des villes souhaitent encore investir dans les infrastructures numériques, et il sera essentiel, pour y parvenir, de sensibiliser davantage les responsables politiques aux soutiens financiers disponibles et de faciliter l'accès aux fonds.



41 most vulnerable regions to industrial green transition  
 Organisation for Economic Co-operation and Development, Regional Industrial Transitions to Climate Neutrality, 2023

En ce qui concerne la transition écologique, l'enquête du CdR montre que les régions et les villes ont pris des mesures en particulier pour réduire la consommation d'énergie (62 %), promouvoir la conservation de la nature et l'écologisation des villes (40 %) et réduire les déchets et leurs incidences sur l'environnement (37 %). L'écologisation en cours de l'industrie européenne continue d'avoir une incidence significative au niveau local et régional. Si certaines régions gèrent avec succès les avantages qui en découlent et les transitions économiques, d'autres sont plus vulnérables et peinent à en absorber les conséquences, par exemple les pertes d'emplois résultant de la fermeture des industries à forte intensité de carbone telles que les mines de charbon ou les raffineries de pétrole. Des régions de Tchéquie, d'Allemagne, de Hongrie et de Pologne comptent parmi celles qui sont confrontées à des pertes d'emplois découlant de la fermeture des industries à forte intensité de carbone. Par conséquent, accompagner ces régions par des investissements et un renforcement des compétences sont de la plus haute importance pour éviter de créer une «fracture verte» en Europe.

Causes profondes des accidents et gravité de l'impact par an  
<https://ciras.enisa.europa.eu/>



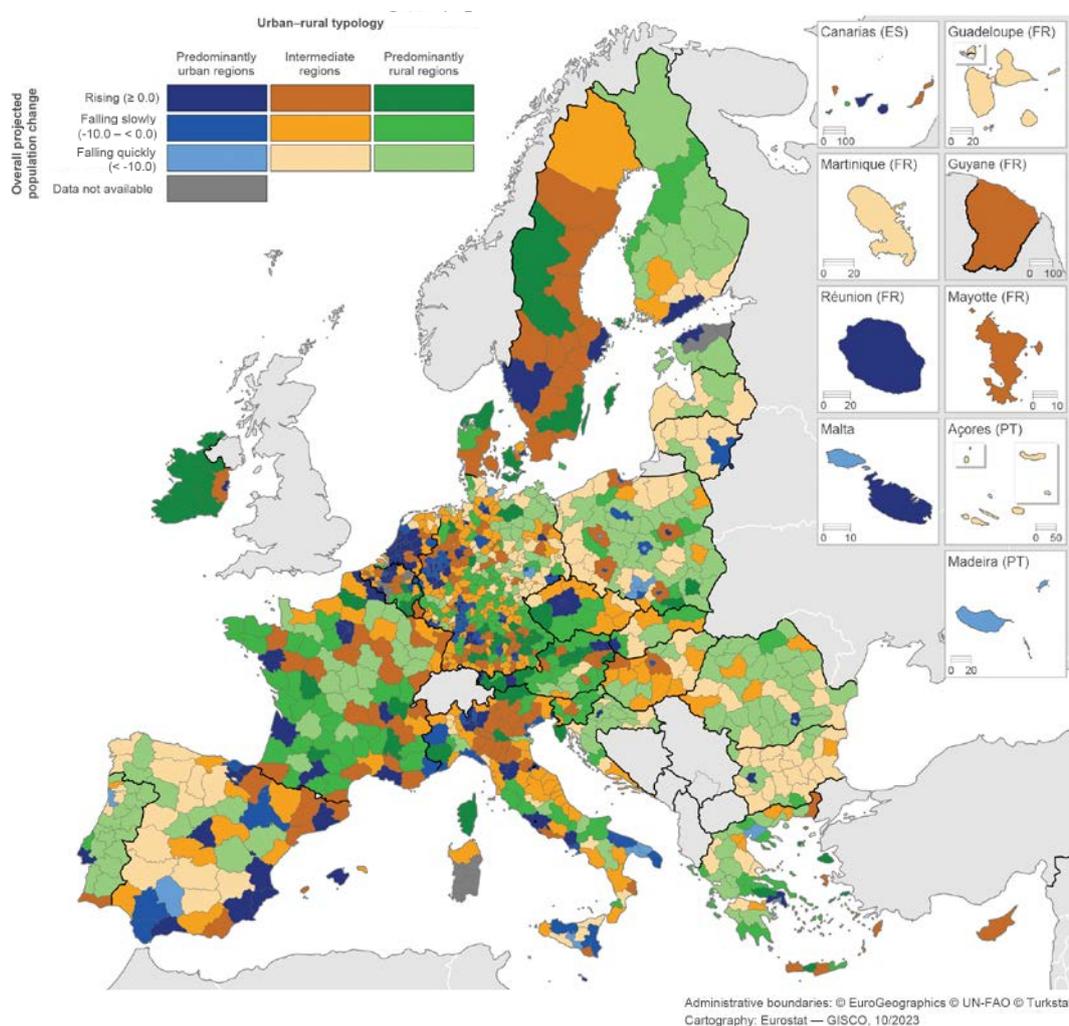


### Un exemple de réussite | La ville de Vilnius déjoue les cyberattaques avec l'aide de pirates informatiques éthiques.

À la suite d'une série d'attaques informatiques dévastatrices contre son infrastructure numérique, la ville de Vilnius (Lituanie) a mis en place une stratégie efficace de lutte contre les cyberattaques. En 2021, la ville a adopté un plan de développement stratégique décennal et a élaboré une «politique responsable de détection de la vulnérabilité», à savoir un ensemble de règles encourageant les pirates informatiques éthiques à détecter et à faire connaître à l'autorité responsable les vulnérabilités en matière de sécurité, sans être poursuivis.

## Agenda rural: 30 millions de personnes devraient «disparaître» des zones rurales d'Europe entre 1993 et 2033.

La contribution des zones rurales aux objectifs ambitieux et vitaux de l'UE est en danger pour deux motifs principaux: le changement climatique et le dépeuplement. Entre 1993 et 2033, 30 millions de personnes devraient avoir quitté les zones rurales d'Europe. Il s'agit de la population cumulée de la Roumanie, de la Bulgarie et de la Lituanie. En outre, entre 2015 et 2021, la part des personnes âgées de plus de 65 ans a augmenté de 5 % dans les zones rurales, soit deux fois plus que dans les zones urbaines. Le dépeuplement et le vieillissement de la population rurale entraînent un cercle vicieux où de moindres investissements dans les services publics (par exemple, les services de garde d'enfants, la santé et les soins de longue durée, l'éducation, les transports publics) entraînent la stagnation ou le déclin de l'économie. Cette situation inquiétante représente une menace pour la démocratie européenne, car les populations qui restent dans les zones rurales se sentent souvent laissées pour compte par les institutions locales, nationales et européennes.



Évolution globale projetée de la population par typologie urbaine-rurale, du 1er janvier 2021 au 1er janvier 2050 (%)

Source: Eurostat



### Un exemple de réussite | Villages énergétiques Cochem-Zell, Allemagne.

Le Land de Rhénanie-Palatinat soutient le projet Cochem-Zeller Energiedorf (village énergétique). Le projet est un parfait exemple d'un changement découlant de l'impulsion donnée par la société civile. Il vise à développer des réseaux durables d'approvisionnement en chaleur dans plusieurs villages. La chaleur est obtenue à partir du solaire thermique et de bois provenant des forêts locales (copeaux de bois provenant de forêts résiduelles). Cela accroît la valeur ajoutée dans la région. Dans le même temps, une connexion directe en fibre optique est fournie aux résidents.

# Chapitre 3

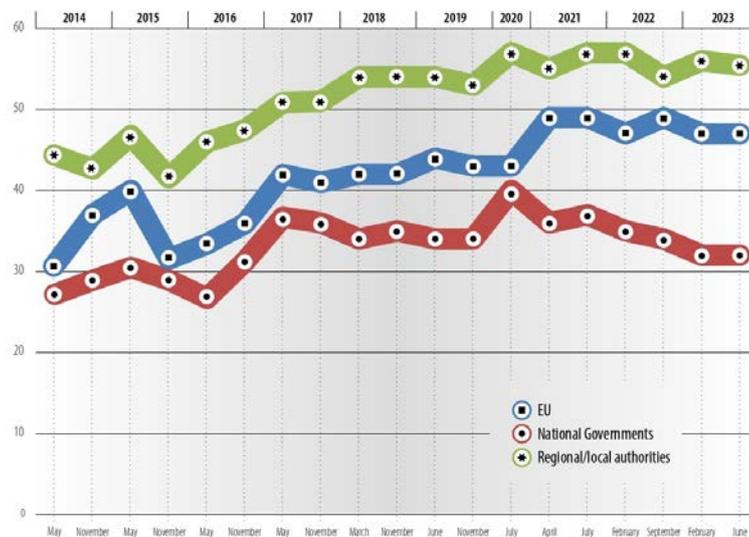
## L'avenir de la démocratie et l'élargissement de l'UE

### Les collectivités locales et régionales continuent de susciter davantage de confiance que les niveaux national et européen.

Le mécontentement croissant des citoyens face à l'état de la démocratie dans leur pays est souvent le plus palpable au niveau local et régional. En tant que représentants du niveau de gouvernement le plus proche des citoyens, les élus locaux et régionaux sont souvent les premiers à ressentir l'hostilité que suscitent la montée des inégalités et d'autres menaces pour la démocratie, celles-ci entraînant même parfois des violences à l'encontre des responsables politiques locaux et régionaux. Tout en étant en première ligne lorsqu'il s'agit de ressentir le mécontentement général des citoyens, les représentants locaux et régionaux en sont rarement la cause. La confiance dans les collectivités locales et régionales continue de croître et reste plus élevée que celle dont jouissent les niveaux de pouvoir nationaux et européen: depuis 2018, les sondages indiquent avec constance qu'elles sont le seul niveau de gouvernement en qui plus de la moitié des Européens interrogés ont confiance. La diversité croissante des processus démocratiques aux niveaux régional et local a contribué à renforcer la légitimité des représentants locaux, et les régions et les villes sont clairement considérées comme les plus susceptibles de nouer un dialogue politique régulier avec les citoyens.

Confiance dans les différents niveaux de gouvernement

Source: Élaboration du CdR sur la base de l'annexe relative aux données Eurobaromètre standard

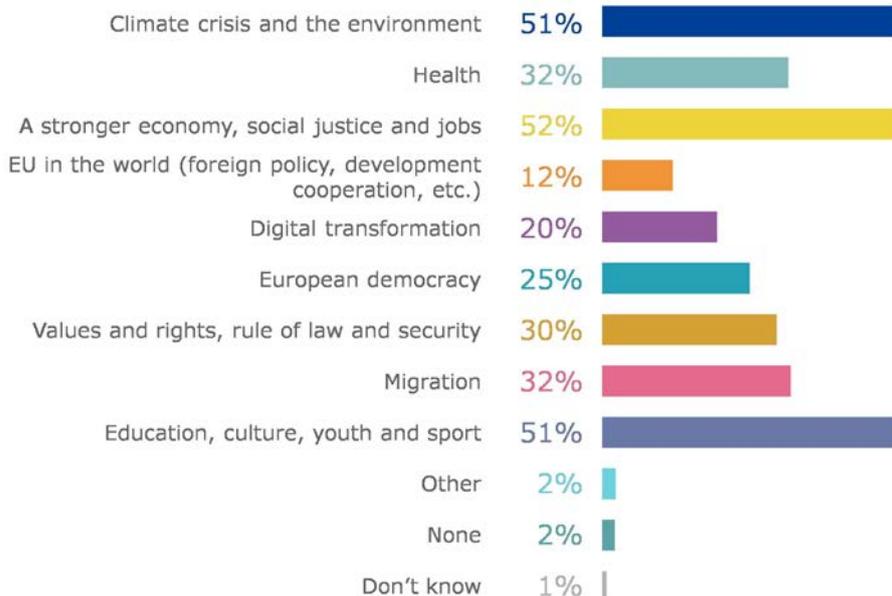
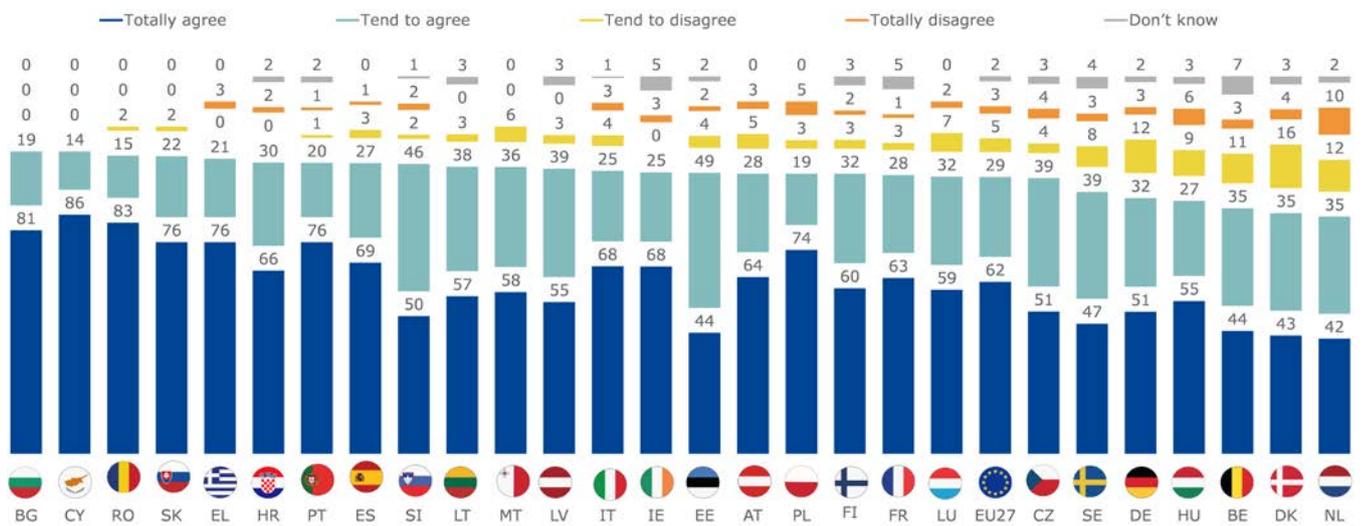


#### Un exemple de réussite | Favoriser le débat démocratique avec les représentants locaux et régionaux.

Le réseau européen des conseillers locaux et régionaux du CdR réunit plus de 2 500 élus des assemblées régionales ou municipales de tous les pays de l'UE, formant ainsi un cercle bien plus vaste encore que celui des membres du CdR. Il renforce les fondements démocratiques de l'UE en rapprochant l'Europe des collectivités locales et sert de plateforme pour être en contact, discuter et nouer des liens avec d'autres conseillers et les membres du CdR.

# La voix des régions et des villes européennes doit être davantage entendue dans l'élaboration des politiques de l'UE afin de rendre celles-ci plus efficaces.

Les niveaux local et régional participent souvent à la mise en œuvre des politiques et programmes de l'UE destinés à profiter aux citoyens de l'UE dans leur vie quotidienne, mais la voix des régions et des villes dans lesquelles ces vies sont vécues ne se fait pas suffisamment entendre dans le processus d'élaboration des politiques de l'UE. Les élus locaux et régionaux sont presque unanimes pour appeler à un changement: 91 % des répondants au baromètre régional et local du CdR sont totalement d'accord ou plutôt d'accord pour que les régions et les villes jouissent d'une plus grande influence dans l'élaboration des politiques de l'UE et dans le débat sur l'avenir de l'Union européenne. Lorsqu'il est demandé dans quels domaines les régions et les villes devraient avoir davantage leur mot à dire, les répondants sont plus susceptibles de répondre «une économie plus forte, justice sociale et emploi», «éducation, culture, jeunesse et sports» et «crise climatique et environnement».



D'une manière générale, êtes-vous d'accord ou non pour affirmer que les régions et les villes devraient avoir davantage d'influence dans l'élaboration des politiques de l'UE et dans le débat sur l'avenir de l'Union européenne?

Source: Baromètre régional et local 2023

Selon vous, dans quels domaines les régions et les villes devraient-elles avoir davantage leur mot à dire dans l'élaboration des politiques de l'UE? [vous pouvez donner plusieurs réponses] (% mentionné, EU-27)

Source: Baromètre régional et local 2023



Lire  
le rapport  
complet

CdR\_4892/10-2023



**Comité européen  
des régions**



**Office des publications  
de l'Union européenne**

Version web

QG-04-23-764-FR-N

ISBN 978-92-895-2813-9

DOI 10.2863/460055

Version imprimée

QG-04-23-764-FR-C

ISBN 978-92-895-2847-4

DOI 10.2863/460055

© Union européenne, 2023



*Sauf indication contraire, la réutilisation de ce document est autorisée aux conditions prévues par la licence Creative Commons Attribution 4.0 International (CC BY 4.0) (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0>). Cela signifie que la réutilisation est autorisée moyennant citation appropriée et indication de toute modification.*

*Pour toute utilisation ou reproduction d'éléments qui ne sont pas la propriété de l'Union européenne, il peut être nécessaire de solliciter directement l'autorisation des titulaires des droits d'auteur concernés. En conséquence, vous êtes tenu(e) d'acquiescer des droits supplémentaires si un contenu spécifique comprend des travaux de tiers. Lorsque l'autorisation a été obtenue, elle annule et remplace l'autorisation générale susmentionnée et doit clairement indiquer toute restriction d'utilisation.*

*Crédits photo pour la page de couverture © Xavier Lorenzo / stokkete / JackF / creativenature.nl / TTstudio / Tymoshchuk / michaeljung / Eugenio Marongiu / Patryk Kosmider / Nicolas Dieppedalle / Vladimir Arndt / JackF / C.Castilla / aapsky - stock.adobe.com*

Créé en 1994, le Comité européen des régions est l'assemblée politique de l'UE où siègent 329 représentants des pouvoirs régionaux et locaux, tels que des présidents de région ou des maires, provenant de l'ensemble des 27 États membres et mandatés par plus de 446 millions d'Européens.

Édité par le Comité européen des régions

Bruxelles, octobre 2023

Rue Belliard/Belliardstraat 101 | 1040 Bruxelles/Brussel | BELGIQUE/BELGIË

Tel. +32 22822211 | e-mail: [visuals@cor.europa.eu](mailto:visuals@cor.europa.eu) | [www.cor.europa.eu](http://www.cor.europa.eu)

@EU\_CoR | /european.committee.of.the.regions

/european-committee-of-the-regions | @EU\_regions\_cities